

INFOS LOCALES

ACTUALITÉS EN ISÈRE



SCRUTIN PARITAIRE

Dans la continuité des deux premières visioconférences animées par Regards de Femmes sur le scrutin paritaire, une nouvelle manifestation est, cette fois, prévue uniquement pour les potentielles candidates de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Cette visio-conférence aura lieu le **samedi 17 janvier de 10h à 11h30** et permettra de découvrir concrètement le rôle, les missions et le quotidien d'une élue locale, afin de se projeter dans un engagement municipal.

Pour vous connectez,



[SUIVEZ CE LIEN](#)

L'AVENIR DU BÂTIMENT SE CONSTRUIT AU FÉMININ

Le GRETA organise avec la Métropole et l'État une rencontre le **13 janvier** à **La Machinerie** pour permettre aux femmes de découvrir les métiers du bâtiment et rencontrer des professionnelles du domaine.

Au programme :

9h -10h30

- Accueil et présentation du projet de chantier école bâtiment mixte
- Témoignages de femmes professionnelles du bâtiment

10h30-12h

- Visite du chantier école en cours
- Temps d'échange avec les stagiaires et formateurs

A cette occasion, sera présenté le projet de chantier "École mixte" prévu pour 2026.

[SUR INSCRIPTION](#)

PRIX JEUNESSE POUR L'ÉGALITÉ : "C'EST PAS JUSTE !"



L'Observatoire des inégalités lance la treizième édition du Prix « Jeunesse pour l'égalité » sur le thème « C'est pas juste ! ».

Les candidats devront avoir entre 11 et 25 ans, et pourront candidater jusqu'au **26 janvier 2026** en envoyant une affiche ou une vidéo de leur création.

"C'est pas juste !", c'est la phrase que tout le monde a dit un jour, à l'école, en famille, dans la rue ou en regardant les informations face à une situation qui donne envie de réagir.

Pour participer, rendez-vous sur

[PRIX "JEUNESSE POUR L'ÉGALITÉ"](#)



FORMATION : LUTTE CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES



Serein.e.s propose une nouvelle session de formation pour initier une démarche de prévention des violences sexistes et sexuelles dans vos structures.

Au programme : approche théorique et légale des inégalités de genre, échanges d'expérience, outils et études de cas pour reconnaître, prévenir et réagir aux VSS.

Le 5 février de 9h30 à 17h30 à La Capsule, Grenoble

[INSCRIPTION ICI](#)

AGIR CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES DANS LE SPORT

Le Comité Départemental Olympique et Sportif de l'Isère (CDOS) organise une conférence : « Agir contre les violences sexuelles et sexistes dans le sport : outiller son association pour prévenir et protéger ».

Cet événement vise à apporter des outils permettant aux structures sportives de renforcer leurs dispositifs de prévention, d'accueil de la parole et de protection des publics, dans le respect du cadre juridique.

Le 20 janvier de 18h à 21h, cité administrative

CONFÉRENCE - DÉBAT



Le Centre de Ressources pour les Intervenants Auprès des Auteurs de Violences Sexuelles (CRIA VS) propose une webconférence **le 12 janvier 2026 de 16h à 17h**.

La consommation de pornographie explose chez les adolescents et les adultes et il est parfois difficile pour les personnes d'avoir un regard objectif et ajusté sur leur consommation. Charlotte DEMONTE, psychologue sexologue et Aurélie SOHY, infirmière sexologue, présentent le Pornomètre, un outil gratuit et accessible pour aborder la consommation pornographique et s'interroger sur leurs usages.

[INSCRIPTION OBLIGATOIRE ICI](#)

WEBINAIRE : PSYCHOTRAUMATISME ET EXPLOITATION SEXUELLE CHEZ LES JEUNES

L'équipe de PARé, contre l'exploitation sexuelle des mineurs organise un webinaire d'échange de pratiques le mardi 13 janvier de 14h à 16h30.

Cette rencontre sera consacrée aux liens entre psychotraumatisme et exploitation sexuelle des mineurs, ainsi qu'aux différentes approches d'accompagnement.

Des intervenants issus de différents territoires partageront leurs analyses, leurs outils et leurs retours d'expérience. La rencontre se conclura par un temps d'échanges avec les participants.

[INSCRIPTION ICI](#)

PARENTS SOLO : À VOS MARQUES, PRÊTS, PARTEZ. MAIS PAS SANS VOUS

La cité des familles de Bourgoin-Jallieu organise un moment convivial pour les familles monoparentales afin de connaître les besoins et de créer ensemble des occasions de rencontre et d'échange entre parents.

Le mardi 13 janvier de 18h à 20h.

Les enfants à partir de 3 ans pourront profiter de la ludothèque.

Gratuit - sur inscription

Retrouvez les programmes complets des cités des familles de Bourgoin et de Grenoble pour le mois de janvier.

LA SOUPE DES CHEFS



La Soupe des Chefs, événement gastronomique qui se déroule à Grenoble, où 14 chefs et maîtres restaurateurs préparent des soupes signatures, aura lieu **le 10 janvier 2026 devant l'église Saint-Louis.**

Cet événement est organisé au profit de l'association **Ça déménage**, qui aide les femmes victimes de violences.

Les soupes seront vendues à 5 euros par portion.

Cette année, les soupes seront préparées avec les butternuts de Benjamin d'Herbeys, réclamées par les restaurateurs des environs.

[RETROUVEZ L'ARTICLE ICI](#)

THÉÂTRE : LA GUERRE N'A PAS UN VISAGE DE FEMME



Sur scène, dix comédiennes donnent un visage et une voix aux femmes qui, dans l'ombre, pendant la guerre, ont fait acte de bravoure.

D'après l'œuvre de l'autrice biélorusse Svetlana Alexievitch, Prix Nobel de littérature 2015, Julie Deliquet nous plonge dans un passionnant théâtre documentaire, 80 ans après l'armistice de 1945.

Mercredi 14 et jeudi 15 janvier à 20h à la MC2.

[BILLETÉRIE ICI](#)

INSTITUTIONNEL

UN RAPPORT DE L'OCDE SOULIGNE LES INÉGALITÉS PERSISTANTES ENTRE FEMMES ET HOMMES

L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) a publié le 27 novembre dernier son rapport biennal sur les pensions de retraites, dans lequel elle met l'accent sur les différences de pensions entre les hommes et les femmes.

La première donnée est celle du vieillissement de la population qui touche les trente-huit pays de l'OCDE.

Ce « phénomène actuel », qui fera passer de 33 % à 52 % en 2050 le nombre de personnes âgées de plus de 65 ans, a évidemment pour conséquence une baisse de la population active. Celle-ci devrait « baisser de 13 % au sein des pays de l'OCDE au cours des quarante prochaines années ».

La chute de la natalité et l'allongement de la durée de vie vont aussi contribuer à faire augmenter l'âge moyen des départs en retraite dans lesdits pays. L'OCDE prévoit que les personnes ayant débuté leur carrière en 2024 prendront leur retraite à 66,4 ans, pour les hommes, et à 65,9 ans, pour les femmes, contre respectivement 64,7 ans et 63,9 ans pour ceux partis l'an dernier.

Outre ces données générales, l'OCDE s'est attachée cette année à la question des écarts de pensions entre les sexes. Globalement, les retraites des femmes sont inférieures de près « d'un quart » de moins que celles des hommes.

Pour autant, si ces difficultés sont persistantes, « l'écart est passé de 28 % en 2007 à 23 % aujourd'hui » au sein des pays de l'OCDE (27 % en France). Le « principal déterminant » de cette différence tient aux « revenus d'activité sur l'ensemble de la vie », d'après le rapport.

Les écarts en matière d'emploi, de durée du travail et de salaire horaire contribuent chacun pour environ un tiers à cette disparité, aboutissant à un écart global de revenus de l'ordre de 35 % en moyenne.

[RETROUVEZ LE RAPPORT COMPLET ICI](#)

DÉCLINAISON TERRITORIALE DE LA POLITIQUE DES 1000 PREMIERS JOURS

La politique des 1000 premiers jours de l'enfant, dans la continuité de la commission présidée par Boris CYRULNIK ayant rendu ses travaux en 2020, fait l'objet depuis lors d'un programme d'actions interministériel visant à coordonner les interventions de plusieurs acteurs dans une logique de prévention globale : santé, soutien psychologique, accompagnement social, socialisation et éveil culturel.

Une nouvelle feuille de route 2025-2027 a été élaborée avec les acteurs nationaux réunis au sein d'un comité technique. Elle reprend certaines mesures précédentes, propose de nouveaux développements et s'articule avec la feuille de route des Assises de la pédiatrie et la santé de l'enfant.

L'instruction du 8 décembre 2025 relative à la déclinaison territoriale de la politique des 1000 premiers jours de l'enfant pose le cadre de la déclinaison territoriale de la politique publique des 1000 premiers jours de l'enfant, à partir de la nouvelle feuille de route nationale.

Cette déclinaison territoriale est proposée autour de trois objectifs à partir desquels susciter des initiatives locales :

- accompagner les projets de « Maisons des 1000 premiers jours » sur l'ensemble du territoire ;
- protéger les enfants des risques d'exposition aux écrans et accompagner les parents dans leurs usages des écrans ;
- soutenir des initiatives favorisant la place des pères et/ou des co-parents dans le parcours des 1000 premiers jours de l'enfant.

[RETROUVEZ L'INSTRUCTION ICI](#)



LE NOUVEAU CONGÉ DE NAISSANCE

Nouveau droit créé en 2026 pour les jeunes parents, le congé supplémentaire de naissance s'ajoute au congé de maternité, de paternité ou d'adoption.

Il prendra effet en juillet 2026.



Concrètement, ce congé permettra à chaque parents de prendre jusqu'à deux mois de congé supplémentaire rémunéré à :

- 70% du salaire net le premier mois
- 60% le second mois

[TOUTES LES INFOS SONT ICI](#)

REVALORISATION DE L'AIDE FINANCIÈRE À L'INSERTION SOCIALE (AFIS)

La loi de finances initiale pour 2025 prévoit une revalorisation de l'aide financière à l'insertion sociale (AFIS), versée aux personnes engagées dans un parcours de sortie de prostitution (PSP).

Cette mesure résulte d'un amendement ayant augmenté de 1,9 million d'euros le montant des crédits dédiés à l'AFIS, portant à 4 millions

l'enveloppe totale qui lui est dédiée sur le programme 137.

Elle a vocation à aligner le montant de l'AFIS sur celui du RSA, tel qu'en vigueur au moment du vote de la loi, après déduction du forfait logement, dans un souci d'équité entre bénéficiaires.

UNE CONVENTION POUR PROMOUVOIR LE DISPOSITIF ERRE

Dans les territoires ruraux, l'égalité entre les femmes et les hommes demeure une priorité. Elle nécessite une action publique adaptée aux réalités locales. Le plan interministériel « Toutes et Tous Égaux » (2023-2027) souligne notamment l'importance d'aller vers les femmes isolées géographiquement.

La création de réseaux de relais locaux constitue une réponse concrète pour rompre l'isolement, faciliter l'accès aux droits et prévenir les violences faites aux femmes.

Le ministère chargé de l'Égalité, le ministère de l'Aménagement du territoire, le ministère de la Ruralité et l'Association des maires ruraux de France (AMRF) ont signé une convention pour promouvoir le dispositif ERRE – Réseau d'Élus Ruraux Relais pour l'Égalité. Ce dispositif rassemble des élus départementaux et communaux dont la mission est d'accompagner, écouter, prévenir et détecter les situations d'inégalité ou de violence, et d'orienter les victimes vers les interlocuteurs adaptés (gendarmerie, associations, etc.).

Les principaux objectifs de cette convention sont :

- accompagner les dynamiques initiées pour doter chaque association locale de maires ruraux d'un référent départemental ERRE ;
- encourager et faciliter le partage d'informations ;
- encourager la déclinaison locale des partenariats institutionnels et associatifs initiés par les partis au niveau national ;
- assurer la diffusion d'outils et supports de communication dédiés à la prévention et à la lutte contre les violences faites aux femmes. Ces ressources peuvent être utilement mobilisées dans le cadre d'actions de formation et de sensibilisation prévues par le programme ERRE.
- Aujourd'hui, 2 500 élus communaux sont référents ERRE, 65 départements engagés , 57 % du territoire couvert par le réseau ERRE.

PROMOTIONS DES DROITS ET LUTTE CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES

RECOMMANDATIONS DE LECTURE



Parce qu'il n'existait en France aucun ouvrage dédié aux enfants victimes de contrôle coercitif, Hélène Romano, psychologue clinicienne spécialisée, a décidé de l'écrire afin de pouvoir apporter aux professionnels de terrain les éléments de repérage indispensables pour prendre en charge ces enfants.



Ras le viol vient répondre à une question cruelle mais réelle : comment faire reculer les violences sexuelles ?

Esther Meunier (journaliste) et Léa Castor (autrice de BD et illustratrice) ont enquêté et restitué des pistes de solutions en dessins.

L'objectif : faire réfléchir pour faire mieux, collectivement, contre les violences sexuelles.

L'AMICALE DU NID PUBLIE SON NOUVEAU GUIDE REPÈRES "PROSTITUTION ET ADDICTIONS"

Le guide, outils d'accompagnement à destination des professionnels est le fruit d'un travail collectif et inter-associatif, cherchant à allier expertise terrain et analyse académique.

Il est structuré en cinq parties principales, chacune explorant les différentes dimensions de ces problématiques :

- La première partie met en lumière la prostitution comme un système, abordant les facteurs de vulnérabilité, les acteurs impliqués et l'impact de la législation en vigueur ;
- La deuxième partie se concentre sur le concept des addictions, détaillant les différentes substances, leurs effets, et l'organisation des soins dédiés ;
- La troisième partie examine les intersections dangereuses entre la prostitution et les addictions, soulignant le cumul des vulnérabilités et la manière dont elles interagissent ;
- La quatrième partie propose des méthodes pragmatiques pour repérer, orienter et accompagner les personnes touchées, soulignant l'importance des partenariats et de la réduction des risques ;
- La cinquième et dernière partie est consacrée à la formulation de pistes d'actions afin de poursuivre le travail de prise en compte des problématiques entre prostitution et addictions.





Ce guide est le fruit d'un travail collectif et inter associatif, cherchant à allier expertise terrain et analyse académique.

Il s'agit d'une approche résultant de l'expérience acquise dans l'accompagnement des personnes en situation de prostitution et en difficulté sur leurs conduites addictives.

L'objectif de ce guide est d'offrir les connaissances et les outils nécessaires à un accompagnement global, afin de favoriser l'émancipation des personnes accompagnées du système prostitutionnel, leur santé et leur bien-être.

[RETROUVEZ LE GUIDE ICI](#)

CULTURE DE L'ÉGALITÉ

LA PART DE FEMMES RÉALISATRICES DE FILMS EN FRANCE AU PLUS BAS DEPUIS CINQ ANS

L'Observatoire de l'égalité femmes-hommes mis en place par le Centre National du Cinéma (CNC) soulève que près de 70 % des films en 2024 ont été pilotés par une équipe comptant une « large majorité (plus de 60 %) d'hommes aux postes-clés ».

La part de femmes réalisatrices de films en France recule encore, pour atteindre son niveau le plus bas en cinq ans.

Au total, 62 films d'initiative française ont été réalisés ou coréalisés par des femmes en 2024, contre 64 l'année précédente, et 69 en 2022. Cela représente moins du quart (24,2 %) de toute la production cinématographique française de l'année, la proportion la plus basse depuis 2019.

[L'ARTICLE DU MONDE](#)

ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE

LANCEMENT DE L'APPEL À PROJETS DU FONDS EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE (FEP)

Le fonds en faveur de l'égalité professionnelle (FEP), doté d'une enveloppe annuelle de 1 million d'euros, a vocation à accompagner les employeurs publics dans la mise en place de projets visant à améliorer et renforcer l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans les trois versants de la fonction publique (mixité des métiers, prévention et lutte contre les violences sexistes et sexuelles, articulation des temps de vie, sensibilisation ou formation, santé des femmes etc.).

Il vise à cofinancer des projets ayant un caractère innovant, partenarial, interministériel et/ou inter-versants.

Pour être éligibles au fonds, les projets doivent répondre aux critères suivants :

- les administrations devront avoir rempli leurs obligations légales et réglementaires en termes d'élaboration des plans d'action en faveur de l'égalité professionnelle ;

- l'inscription du projet dans une politique publique dans le domaine de l'égalité professionnelle ;
- les porteurs de projets doivent obligatoirement cofinancer leur projet ;
- le cas échéant, la transmission du bilan d'un précédent projet financé par le fonds.

Par ailleurs, les projets sélectionnés et lauréats devront être réalisés et financés avant la fin de la période budgétaire en cours.

Les administrations sont invitées à déposer leurs dossiers jusqu'au **lundi 19 janvier 2026** à minuit sur :

[DÉMARCHES SIMPLIFIÉES](#)

SANTÉ DES FEMMES

« UNE FEMME IVRE, C'EST HONTEUX »



Le Monde a enquêté sur une addiction plus à risque et moins bien soignée chez les femmes. La relation des femmes à l'alcool est un sujet encore largement tabou.

Si les femmes consomment moins d'alcool que les hommes, elles sont physiologiquement plus exposées à sa toxicité. Risques sanitaires majorés mais aussi invisibilisation, violences, retards de prise en charge.

L'article rappelle l'existence d'un guide à destination des professionnels "Accompagner dès le premier recours pour diminuer le risque alcool des femmes, repérer toutes les expositions à l'alcool et accompagner chaque femme, outil d'amélioration des pratiques professionnelles"

[RETROUVEZ L'ARTICLE ICI](#)

[LE GUIDE](#)

À L'ÉTRANGER

CLIQUEZ POUR LIRE LES ACTUALITÉS DES DROITS DES FEMMES À TRAVERS LE MONDE



- **Commission européenne** : Un nouvel appel à éradiquer la violence à l'égard des femmes
- **ONU** : L'OMS publie ses premières directives mondiales sur l'infertilité
- **UNICEF** : Plus de 600 millions d'enfants exposés à la violence domestique
- **ONU** : Une femme tuée toutes les 10 minutes par un proche : la vague croissante de féminicides
- **Conseil de l'Europe** : Progrès louables dans la lutte contre la violence à l'égard des femmes en Belgique

AGENDA

LES JOURNÉES INTERNATIONALES DE JANVIER

1er janvier
journée mondiale de la Paix

24 janvier
journée internationale du sport féminin

24 janvier
journée internationale de l'éducation

25 janvier
journée internationale de lutte contre le sexisme

BONNE ANNÉE

2026

ET MEILLEURS VŒUX !



PRÉFÈTE DE L'ISÈRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

CONTACT

☎ 04 56 58 38 32

✉ sarah.marcato@isere.gouv.fr

